

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
ZAC de Bourran  
9 rue de Bruxelles  
12000 Rodez

Rodez, le 29/03/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SARL ESCO**

219 Chemin des Darboussières  
06220 Vallauris

Références : 12-CRARC-2025-52  
Code AIOT : 0006811647

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2025 dans l'établissement SARL ESCO implanté Sévérac d'Aveyron 12150 Sévérac d'Aveyron. L'inspection a été annoncée le 17/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection porte essentiellement sur le respect des contrôles réglementaires relatifs à la maintenance des éoliennes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL ESCO
- Sévérac d'Aveyron 12150 Sévérac d'Aveyron
- Code AIOT : 0006811647

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Montfrech, situé sur la commune de Sévérac d'Aveyron, a été mis en service en décembre 2017.

Il est composé de 4 éoliennes (modèle ENERCON E82), d'une puissance unitaire de 2,35 MW et d'une hauteur en bout de pale de 100 m.

Le parc est propriété de la SARL ESCO et est exploité par VSB énergies nouvelles. La maintenance est assurée par le constructeur ENERCON.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
11	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
12	Biodiversité - Protection des chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1	Sans objet
13	Garanties financières	AP Complémentaire du 24/11/2016, article 3.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée lors de l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès au site
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  Une voie d'accès carrossable mène aux 4 éoliennes du parc. L'inspection constate que l'accès et les abords du site sont bien entretenus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès aux aérogénérateurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que les accès à l'intérieur des 2 éoliennes visitées (MNTFR03 et MNTFR02) ainsi qu'au poste de livraison sont bien fermés à clef.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Autre, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>

L'inspection constate que l'intérieur du pied des éoliennes visitées (MNTFR03 et MNTFR02) est propre et qu'aucun matériau combustible ou inflammable n'y est entreposé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17

**Thème(s) :** Risques accidentels, Tests mise à l'arrêt

**Prescription contrôlée :**

(...) Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19 (...).

**Constats :**

Le maintenance est assurée par le constructeur ENERCON qui réalise l'ensemble des tests de mise à l'arrêt au moins une fois par an lors de la 'Master maintenance' (arrêts d'urgence) et de la 'Wind-based maintenance' (survitesse).

Par sondage, l'exploitant a transmis le dernier rapport de 'Master Maintenance' transmis par ENERCON en date du 22/01/2025 concernant l'éolienne E3 qui ne fait état d'aucun défaut s'agissant des points de contrôle relatifs aux arrêts d'urgence. Il en est de même pour le contrôle des capteurs de survitesse figurant dans le rapport de 'Wind-based Maintenance' du 22/01/2025. L'exploitant dispose d'un registre de maintenance numérique (GMAO) permettant de recenser et d'assurer le suivi des contrôles.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification des installations électriques

**Prescription contrôlée :**

(...)

Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.

**Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection les derniers rapports de vérification électrique pour les 4 éoliennes du parc et le poste de livraison.

Ces contrôles ont été réalisés par la société SOCOTEC le 02/12/2024 et ne font état d'aucune

observation.

L'exploitant, en lien avec ENERCON, assure le suivi de ces observations et met en place les actions correctives nécessaires. Ces contrôles sont recensés dans la GMAO de l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle des brides

**Prescription contrôlée :**

Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans (...).

**Constats :**

Les contrôles des brides/fixations des éoliennes sont réalisés lors de la 'Master maintenance' par ENERCON.

Par sondage, l'exploitant a transmis le dernier rapport de maintenance ENERCON en date du 22/01/2025 pour l'éolienne E3. Aucun défaut n'a été relevé sur les points de contrôle relatifs aux brides et à l'inspection visuelle du mât.

Tous ces contrôles, d'une périodicité d'un an, sont recensés dans le registre numérique de l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle visuel

**Prescription contrôlée :**

(...) Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté (...).

**Constats :**

L'inspection constate que le contrôle visuel de l'extérieur des pales et des éléments associés est effectué tous les 6 mois par ENERCON.

Par sondage, l'exploitant a transmis les derniers rapports de contrôle pour l'éolienne E3 effectués par ENERCON les 21/05/2024 (aucun défaut) et 22/01/2025 (1 défaut constaté (érosion) sur l'extérieur de la pale B). L'exploitant met en place les actions correctives nécessaires avec ENERCON.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SIS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...) L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement (...).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection un tableau indiquant la liste des SIS, leur fonction et la périodicité des contrôles (détecteur de survitesse, détecteur d'incendie, capteur d'oscillation, etc.). Ces derniers sont contrôlés a minima une fois par an lors des maintenances effectuées par ENERCON. En lien avec ENERCON, l'exploitant assure un suivi de ces contrôles et met en place les actions correctives, le cas échéant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Autre, Manuel d'entretien et registre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose des manuels d'entretien du constructeur ENERCON pour la E82 (maintenance principale, graissage d'entretien, etc.) qui indiquent la nature et les fréquences des opérations de maintenance. L'exploitant dispose de son propre registre de maintenance numérique (GMAO) qui recense les</p>

différentes opérations réalisées et leurs suivis (notamment les actions correctives mises en place, le cas échéant).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet (...).
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que les déchets sont stockés dans un container spécifique (Eolbox mini), fermé à clé et équipé de dispositifs de rétention. Par sondage d'un BSDD (bordereau de suivi des déchets dangereux, via la plateforme dédiée Trackdéchets) en date du 04/11/2024, l'inspection constate que ce dernier est correctement renseigné et que les déchets dangereux transitent vers un site dûment autorisé à les prendre en charge (ORTEC Industrie basé à Fos-sur-Mer).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des extincteurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate la présence d'un extincteur au pied des éoliennes visitées (MNTFR03 et MNTFR02). Ces derniers sont contrôlés annuellement (dernière vérification en décembre 2024 par la société SOCOTEC).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Biodiversité - Protection des chiroptères**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1
---



<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réduction des facteurs d'attractivité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs connus identifiés ci-après susceptibles d'attirer les chiroptères, sur les emprises du parc éolien et sous les rotors des éoliennes, sont éliminés. <ul style="list-style-type: none"> <li>• Toutes les éoliennes, et en particulier les nacelles, sont conçues, construites et entretenues de manière à ne pas encourager les chauves-souris à s'y installer. Tous les vides et interstices sont rendus inaccessibles aux chiroptères dans la limite des contraintes techniques. Les éoliennes et leurs abords sont gérés et entretenus de façon à ne pas attirer les insectes c'est-à-dire à réduire le plus possible la concentration des insectes à proximité des mâts.</li> <li>• Il n'y a pas d'éclairage sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité et cet éclairage ne doit pas attirer les insectes et se déclencher automatiquement lors de passage d'un chiroptère ou d'un oiseau.</li> <li>• L'accumulation d'eau et l'apparition de nouveaux arbrisseaux, sur les emprises du parc éolien et sous les rotors des éoliennes, sont à éviter.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que les abords des éoliennes visitées (MNTFR02 et MNTFR03) sont entretenus et note l'absence d'éclairage. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures de réduction des facteurs d'attractivité des chiroptères.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/11/2016, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Renouvellement des garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réactualise tous les 5 ans le montant de la garantie financière [...]. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé. [...]
<b>Constats :</b>  Par courriel du 31/03/2023, l'exploitant a transmis l'acte de cautionnement relatif au renouvellement des garanties financières du parc. Cet acte expire le 14/09/2027.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite